
[Brésil: les innombrables problèmes autour de l'entreprise Suzano](#)

l'organisation internationale Biofuelwatch, avec le WRM et l'ONG brésilienne CEPEDDES, a publié un cas d'étude sur le projet de plantation d'eucalyptus pour l'énergie de biomasse de l'entreprise brésilienne Suzano Papel e Celulose, dans l'État de Maranhão, dans le nord est du Brésil (1). Le présent article a comme objectif d'actualiser les informations sur le contexte dudit projet, l'un des premiers – non seulement au Brésil, mais aussi en Amérique latine – à promouvoir les plantations d'eucalyptus spécifiques pour la production de biomasse. L'Union européenne, dans sa recherche d'alternatives énergétiques à sa consommation très élevée de combustibles fossiles, sera sans doute le destinataire des pellets de bois de Suzano.

L'étude de 2013 sur les plantations de Suzano a mis en évidence, entre autres choses, de graves conflits pour la terre entre des communautés traditionnelles de la région de Baixo Parnaíba, dans l'État de Maranhão, et l'entreprise. L'étude a aussi démontré que l'entreprise a pratiqué la déforestation dans une zone qui est la transition entre la forêt amazonienne et le cerrado ou savane brésilienne, zone qui offre une biodiversité très particulière et qui a une importance incommensurable pour la survie des communautés traditionnelles locales.

Depuis lors, une nouvelle remarquable à propos de l'entreprise Suzano et de ses plantations d'eucalyptus a été la demande de permis présentée aux autorités brésiennes pour planter, à l'échelle commerciale, un eucalyptus transgénique issu de la société biotechnologique FuturaGene, propriété de Suzano. S'il est approuvé, ce permis sera le premier, non seulement du Brésil mais aussi d'Amérique latine, et le second après la Chine, pour la plantation commerciale d'arbres transgéniques ayant pour objectif l'obtention de bois, (voir plus de détails sur les principaux problèmes dus aux arbres transgéniques dans le Bulletin 206 et sur le site web du WRM). En septembre 2014, lors d'une audience publique à Brasilia sur la demande de Suzano, deux lettres opposées à l'autorisation ont été remises à la Commission technique nationale de biosécurité (CTNBio). Elles étaient signées par des centaines d'organisations et de mouvements sociaux brésiliens et internationaux (2). La CTNBio doit prendre la décision finale en 2015, après que Suzano ait terminé son rapport sur les essais expérimentaux en plein champ. Pendant ce temps, la campagne mondiale "Stop aux arbres transgéniques" a envoyé une lettre au Conseil de gestion forestière (FSC) contestant, une fois de plus, le label de certification qui a déjà fait l'objet de tant de critiques. L'objectif de la lettre est que le FSC applique l'un des rares critères qui ne favorisent pas les entreprises de plantations industrielles d'arbres – ne pas permettre d'arbres transgéniques dans les zones certifiées – en rappelant qu'une bonne partie des 350 000 hectares de plantations de Suzano a déjà été certifiée par le FSC (3).

Suzano allègue que le principal objectif de la promotion de la plantation d'arbres transgéniques est d'augmenter la productivité, c'est-à-dire la compétitivité. Cela prend tout son sens dans un contexte où la demande croissante de biomasse de bois (pellets) pour la production d'énergie en Europe est alimentée, en grande majorité, par des entreprises du sud des États-Unis, où il y a un grand stock disponible de bois issu de plantations. Le reste des pellets provient de pays comme le Canada et la Russie. Rien qu'en 2012 et 2013, les importations de pellets de bois depuis l'Europe ont augmenté de 8,5 à 11,3 millions de tonnes, alors que les exportations à partir des États-Unis croissaient de

50%, passant de 1,9 à 2,9 millions de tonnes (4).

Un autre problème constaté récemment chez Suzano, c'est la pulvérisation aérienne de produits agricoles toxiques. Le cas d'étude de 2013 mentionné plus haut a révélé des indices d'utilisation de cette méthode – peu commune jusqu'alors – sur les plantations industrielles d'arbres. À cette occasion, un avion pulvérisateur survolait les plantations d'eucalyptus de Suzano et y avait atterri. Il était apparemment en train de travailler et d'appliquer des produits sur les plantations d'eucalyptus. Récemment, un journal local de l'État de Bahia a dénoncé que Suzano appliquait par cette méthode des produits toxiques dans la région de Mucuri et il a mentionné les risques que cela comporte pour la santé humaine. L'article cite une étude d'une université fédérale brésilienne pour signaler les graves effets de cette méthode considérée comme "plus efficace" par les entreprises: contamination des rivières, des lacs et des lagunes proches des zones d'application, contamination de la pluie par l'évaporation du poison, et intoxication chronique des personnes qui vivent dans la région où se produit la pulvérisation, qui a pour résultat des maladies, surtout le cancer (5).

Une autre nouvelle importante: l'inauguration de la nouvelle usine de pâte à papier de Suzano à Maranhão, en février 2014, avec une capacité de production de 1,5 millions de tonnes par an (6). Pour évacuer cette production, et aussi la future production de pellets du projet de plantations pour biomasse, Suzano a cherché à disposer d'un port d'exportation propre dans une localité voisine de la ville de São Luís. Mais, à mesure que le projet commençait à se développer, il est devenu évident qu'il aurait de graves répercussions sur les familles de la communauté de Cajueiro, qui habitent la zone depuis des années et y survivent grâce à la pêche et la récolte de fruits de mer. Face à la menace d'expulsion, les habitants se sont mobilisés pour résister et défendre leurs droits, proposant même la création dans la zone d'une réserve d'extraction au bénéfice permanent des communautés (7). En octobre 2014, le Défenseur du Peuple de l'État a obtenu une mesure de précaution qui suspendait le permis environnemental du projet de port. Le Défenseur du Peuple avait qualifié d'expulsion forcée – une violation de la loi – le retrait des personnes effectué par l'entreprise privée responsable de la construction du port. Néanmoins, l'entreprise a essayé d'intimider les membres de la communauté. Ces derniers dénoncent les menaces constantes qu'ils reçoivent de la part de miliciens armés pour qu'ils abandonnent la région. À cause de la résistance des habitants, le Secrétariat d'État à l'Environnement a annulé l'audience publique sur l'octroi du permis de l'ouvrage, qui était prévue pour octobre 2014 (8). En novembre, Suzano s'est écartée du conflit né autour du projet, en déclarant qu'elle n'avait aucun type de rapport avec l'entreprise qui exécute l'ouvrage et qu'elle avait abandonné le projet de port. Or, la gouverneure de l'État avait exproprié en 2011 une zone dans la communauté de Cajueiro, uniquement en faveur de l'entreprise Suzano. Pendant ce temps, la violence a continué et, jusqu'à fin décembre, 16 maisons avaient été détruites dans la communauté (9).

De nouveaux problèmes et conflits entourent Suzano dans l'État de Maranhão et dans d'autres États du Brésil. Avec une usine de pâte supplémentaire en fonctionnement, Suzano cherche à croître davantage et, en conséquence, avance avec ses plantations sur des territoires habités et utilisés par des communautés. La logique industrielle, avec sa "faim" insatiable de terres, produira toujours des conflits avec les communautés locales qui dépendent de leurs territoires pour survivre, tant qu'elle encouragera la déforestation, la contamination et la dégradation environnementale de la région.

Pourtant, l'activité de l'entreprise Suzano dans l'État de Maranhão n'offre pas que de mauvaises nouvelles. Fin 2014, l'Institut fédéral de la réforme agraire (INCRA) a exproprié deux zones de la commune de Chapadinha, et l'Institut des terres de Maranhão (ITERMA) en a régularisé deux autres dans les communes de Santa Quitéria et Urbano Santos. Ce sont toutes des zones qui appartiennent aux communautés traditionnelles et qui étaient dans le collimateur de Suzano. Il convient de rappeler

qu'il s'agit de revendications de communautés qui avaient été appuyées à l'occasion du 21 septembre 2013, Jour international de la lutte contre la monoculture d'arbres. La pétition, coordonnée au plan international par le WRM et son réseau d'appui, et souscrite également par l'organisation allemande "Sauvez la forêt" et son réseau, avait rassemblé des milliers de signatures pour la défense des communautés de Maranhão et de leur combat pour la régularisation de leur territoire.

Cette bonne nouvelle nous motive pour continuer à appuyer la lutte pour la terre et la survie des communautés. En cette année 2015, nous espérons que d'autres communautés conquerront leurs droits territoriaux, pour qu'elles puissent profiter de leurs territoires et les entretenir pour toujours, au lieu de les voir dégradés par les plantations d'arbres transgéniques qui ne cherchent que le gain et menacent la survie des communautés et de la biodiversité.

Winnie Overbeek, winnie@wrm.org.uy
Secrétariat International du WRM

- (1) http://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2013/11/Plantacoes_de_eucalipto_para_energia_O_Caso_da_Suzano.pdf
- (2) <http://wrm.org.uy/pt/acoes-e-campanhas/organizacoes-do-brasil-america-latina-e-de-outros-continentes-entregam-hoje-cartas-a-comissao-tecnica-nacional-de-bioseguranca-do-brasil/>
- (3) <http://wrm.org.uy/pt/artigos-do-boletim-do-wrm/secao2/a-campanha-parem-as-arvores-transgenicas-exige-que-o-fsc-mantenha-as-arvores-transgenicas-fora/>
- (4) <http://faostat3.fao.org>
- (5)
- (6) <http://www.suzano.com.br/portal/suzano-papel-e-celulose/suzano-na-imprensa-detalhes-216.htm>
- (7) <http://territorioslivresdobaixoparnaiba.blogspot.com.br/2014/10/defensoria-pede-suspensao-de.html>
- (8) <http://territorioslivresdobaixoparnaiba.blogspot.com.br/2014/10/sema-cancela-audiencia-do-porto-da.html>
- (9) <http://territorioslivresdobaixoparnaiba.blogspot.com.br/2014/12/a-milicia-da-wpr-contra-comunidade-do.html>